



NO
MATTER
MATTER

Aux yeux des jeunes libéraux, l'actuelle politique en matière d'éducation se caractérise surtout par un réformisme aveugle, chaotique et inconséquent, octroyant à des partenaires scolaires méfiants des mesures probablement bien-intentionnées, mais totalement inefficaces en pratique. Ainsi, au lieu d'agir à la racine du problème en modernisant un système parfois léthargique par un fonctionnement plus souple, la ministre de l'Éducation nationale s'est contentée de friser les statistiques de réussite en instaurant une évaluation ignoblement laxiste et d'imposer quelques projets pilotes, aux dépens d'un enseignement public manquant souvent des moyens nécessaires pour dispenser un enseignement innovateur et individualisé.

L'école n'étant pas un concept théorique mais une institution réelle en perpétuel mouvement, l'échec de cette politique fanatiquement égalitariste était prévisible. L'expérience qui malheureusement aura encore réduite la confiance des citoyens dans l'école publique nous aura enseigné qu'il faudra, pour répondre aux besoins des générations futures, abandonner l'idéologie et faire face à la réalité scolaire.

Toujours convaincue du potentiel de notre système éducatif disposant d'importantes ressources financières et intellectuelles, la JDL appelle à exploiter celui-ci pleinement afin de former des citoyens entreprenants, critiques, indépendants et capables de subsister à la réalité souvent coriace du monde du travail contemporain.

Soucieux de participer à cette évolution, les jeunes libéraux proposent dans le présent document des mesures pragmatiques destinées à améliorer l'encadrement et l'enseignement actuellement offerts.

Un cadre optimal

A défaut d'un cadre adapté aux besoins des élèves, les meilleures réformes risquent de rester infructueuses. Afin de garantir un quotidien scolaire serein et une approche individualisée, un certain nombre de mesures devront être mises en œuvre.

En ce qui concerne le calendrier scolaire, la JDL préconise la création d'un système semestriel au lieu de l'actuel système trimestriel. En effet, ce dernier crée un stress déraisonnable aux élèves en raison du nombre important de devoirs en classe à écrire dans une courte période en vue de l'obtention du bulletin trimestriel, tout en leur refusant les phases de détente nécessaires au ressourcement physique et intellectuel.

Le système semestriel, allant de pair avec un calendrier réorganisé et des vacances mieux réparties, permettrait à tous les partenaires scolaires un quotidien plus équilibré.

La réalité sociologique est aujourd'hui telle que nombre d'élèves sont sans repères et, en raison de leur situation émotionnelle et/ou sociale, nécessitent un soutien psychologique renforcé. Or, il est tout aussi évident que le corps enseignant ne saura s'occuper de tous les maux qui se présenteront. Par conséquent, les jeunes libéraux demandent une professionnalisation des services psychologiques de chaque établissement de manière à permettre une prise en charge personnelle et le réconfort des élèves concernés.

Maints slogans incitent à un recentrement de l'école sur l'élève. Or, même les professeurs les plus motivés auront des difficultés à ce faire avec des effectifs tournant autour de 30 élèves par classe. Les jeunes libéraux visent par contre des effectifs réduits, c'est-à-dire des classes d'environ 20 élèves au sein d'établissements plus petits, permettant une meilleure prise en charge des jeunes et une meilleure ambiance au sein de la population scolaire.

La citoyenneté, ça se veut vécu !

Les jeunes libéraux ont à maintes reprises affirmé leur intention d'abolir le cours d'instruction religieuse en faveur d'une transmission de valeurs laïque, unifiée et généralisée. Au vu d'une société de plus en plus complexe, la JDL propose la création d'un cours d'«éducation à la citoyenneté », qui serait à la fois instruction civique et politique, éducation aux valeurs et initiation critique aux médias, équipant ainsi les élèves de compétences sociales indispensables en leur donnant les outils nécessaires à l'orientation indépendante.

Pour montrer aux jeunes l'intérêt d'une démocratie vivante, il est important de leur permettre de s'impliquer dès le plus jeune âge. Il est vrai que nous disposons d'organes qui, en principe, devraient permettre aux élèves de s'engager activement dans les affaires scolaires. Cependant, leur influence reste malheureusement assez limitée en réalité et les propositions soumises ne sont souvent pas prises au sérieux, surtout au niveau national, ce qui mène à la résignation frustrée de nombre d'élèves.

Afin de permettre de renforcer la légitimité de ces structures et un fonctionnement plus efficace, la JDL se prononce en faveur d'une réforme des comités d'élèves et de la Conférence nationale des élèves (CNEL), notamment en fixant un budget annuel et en insistant sur l'obligation d'élections régulières.

Un système éducatif plus souple permettant une liberté en matière de méthodes d'apprentissage et une évaluation plus continue risque, surtout au début, d'engendrer des conflits. Or, l'école n'étant pas une Cour de justice, la JDL se rallie à ceux qui réclament la création d'un médiateur scolaire impartial, garant du calme nécessaire au sein des établissements.

Faciliter la compréhension

Nombreux sont ceux qui reprochent au système scolaire d'être raide et arbitraire. Il est vrai qu'un certain nombre de défis devront être pris en main pour garantir une meilleure assimilation des savoirs transmis et ainsi pallier les différences sociales entre les élèves. La JDL approuve l'élaboration de socles de compétences en tant qu'outil d'orientation pour l'enseignant. Or, ils sont bien loin de constituer la solution miraculeuse promise par la Ministre de l'Education nationale.

Les préalables fondamentaux à un enseignement flexible et efficace sont avant tout une plus grande liberté méthodique et une plus large autonomie des établissements scolaires, contrôlées par des épreuves standardisées.

Il a été assez démontré que l'enseignement des langues est un des problèmes fondamentaux de l'école luxembourgeoise. Pour garantir une intégration optimale de tous les enfants à l'école publique luxembourgeoise, la JDL demande que l'on introduise finalement la possibilité de choisir entre l'alphabétisation en français ou en allemand, permettant ainsi aux élèves de fréquenter un même cours de langue par la suite.

Dans la même logique, constatant des difficultés en français auprès des élèves luxembourgeois et en allemand auprès des élèves franco- respectivement lusophones, les jeunes libéraux préconisent l'enseignement de l'allemand et du français comme langues étrangères à l'école primaire. Ainsi, en tenant compte des particularités linguistiques du Grand-Duché et de sa population hétéroclite, cet enseignement permettra aux élèves une maîtrise orale et écrite des langues qui sera approfondie tout au long de l'enseignement post-primaire de façon à faire du multilinguisme un atout pour chacun.

Nombre de jeunes gens ne voient pas l'intérêt de certains contenus qui leur semblent inutiles et éloignés de la pratique. Refusant une école qui ne fait que produire de la main-d'œuvre docile et bon-marché, la JDL encourage la transmission d'une solide culture générale et l'enseignement facultatif de disciplines humanistes comme les langues anciennes. Dans le souci d'une compréhension plus aisée des contenus enseignés, les jeunes libéraux proposent de creuser la voie de l'enseignement pluridisciplinaire, surtout en ce qui concerne les sciences et la littérature.

La JDL se prononce en faveur d'un contrôle continu qui permette au professeur d'apprécier l'évolution de la performance scolaire de ses élèves. Ainsi, un système de notation plus subtil (comparable au modèle allemand avec des notes allant de 1+/- à 6+/-) ainsi qu'une appréciation écrite tenant compte des difficultés et des points forts de l'élève, montrera également à ce dernier comment améliorer ses performances scolaires.

Encourager les élèves en difficultés

Au lieu de forcer la réussite par des critères de promotion prenant à l'élève tout goût de l'effort, la JDL préfère que l'on s'attaque aux problèmes existants en aidant les élèves en difficultés à en sortir définitivement.

L'instauration d'un service pédagogique, éventuellement constitué de chargés d'éducation, permettrait une meilleure organisation des cours d'appui et d'une aide aux devoirs à domicile (durant les pauses de midi ou après l'école) dans chaque établissement. Le service pédagogique devra rester en contact avec les régents des différentes classes et être mis au courant d'éventuels problèmes dès que ceux-ci se présentent afin de pouvoir offrir son soutien le plus tôt possible et ainsi éviter l'échec de l'élève.

En cas de redoublement, les jeunes libéraux proposent de réfléchir à l'élaboration de programmes de soutien renforcé pour redoublants élaborés par le conseil de classe de concert avec le service pédagogique, c'est-à-dire des programmes adaptés aux faiblesses et forces de l'élève afin d'éviter qu'il repasse exactement les mêmes matières que l'année passée sans pour autant progresser dans celles qui lui ont valu l'échec.

Pousser les têtes fortes à se surpasser

Contrairement au pessimisme généralisé d'aucuns, les jeunes libéraux reconnaissent bel et bien les remarquables mérites et efforts réalisés par nombre d'élèves à différents niveaux. Or, au lieu de les laisser se reposer sur leurs lauriers, le système éducatif ferait mieux de les inciter à aller toujours plus loin.

L'on pourrait ainsi s'imaginer de donner aux élèves qui excellent dans une matière la possibilité d'y passer un cours semblable au « Leistungskurs » du système éducatif allemand et valorisé à ce titre. En effet, ce serait pour les élèves désirant élargir leur savoir et savoir-faire dans un domaine une manière stimulante d'y parvenir. Dans ce contexte, les cours d'option parascolaires (artistiques, littéraires, scientifiques et autres) sont évidemment aussi à saluer.

La JDL est d'avis qu'il faudrait également au plus vite faciliter de manière transparente le passage d'un régime scolaire à l'autre, réduisant l'écart entre les régimes technique et classique et permettant ainsi aux élèves de choisir une scolarité conforme à leur aptitudes et ambitions.

Plus qu'une école...

Loin d'être une institution isolée, l'école est sensée préparer aux études ultérieures et au monde du travail. Ceux-ci devenant de plus en plus complexes, une professionnalisation s'impose également dans les lycées.

Ainsi s'impose une amélioration de l'orientation des élèves. Celle-ci pourrait par exemple être assurée par le service psychologique de concert avec le service pédagogique des établissements, vérifiant surtout que l'aide parvienne à tout un chacun, et non pas uniquement à ceux qui la demandent par initiative personnelle.

L'évolution du monde du travail montre la nécessité de former plus d'universitaires, sans pour autant délaisser les formations techniques.

L'Université du Luxembourg peut dans ce sens être évaluée positivement, vu qu'elle encourage des jeunes à étudier qui ne l'auraient pas fait s'ils avaient dû se déplacer à l'étranger. Les jeunes libéraux sont d'avis qu'il faut éviter tous les écueils et motiver les jeunes à pousser plus loin leurs études, ceci leur garantissant une position plus solide à l'avenir.

Les jeunes libéraux sont d'avis qu'il faudrait non seulement accorder des bourses généreuses aux plus démunis, mais encore et dans le même esprit donner la possibilité à tous ceux profitant d'un prêt-étudiant de déduire son remboursement des impôts.